

Accord collectif du 14 novembre 2024 sur les salaires minima conventionnels

Entre d'une part,

- Les Entreprises du Médicament (Leem)
58, boulevard Gouvion-Saint-Cyr – PARIS 17ème

Et d'autre part :

- La Fédération Chimie Energie - F.C.E./C.F.D.T.
47/49, avenue Simon Bolivar - PARIS 19ème

- La Fédération CFE/CGC Chimie
33, rue de la république - PARIS 11ème

- La Fédération Chimie Mines Textiles Energie CFTC.
171, avenue Jean Jaurès – PARIS 19ème

- La Fédération Nationale de la Pharmacie - F.O.
7, passage Tenaille - PARIS 14ème

- L'Union Fédérale de l'Industrie et de la Construction - U.F.I.C. – U.N.S.A.
21, rue Jules Ferry – 93177 BAGNOLET

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Le paragraphe II « Salaires minima professionnels » de l'avenant I de la Convention Collective Nationale de l'Industrie Pharmaceutique est modifié, abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« II - Salaires minima professionnels

A compter du 1^{er} janvier 2025, les salaires minima mensuels pour 151,67 heures sont calculés à partir de la formule suivante :

$$y = a + bx$$

y : salaire minimum du salarié en fonction de son groupe et de son niveau de classification.

a : valeur constante, soit **1741,5515 €**

b : nombre de points définis pour chaque groupe et niveau de classification.

x : valeur du point, soit **9,2503 €**

Salaires minima pour 151,67 heures		
GROUPES	POINTS	SMC au 1 ^{er} janvier 2025
1A/1B	8	1815,55
1C/2A	10	1834,05
2B	14	1871,06
2C/3A	23	1954,31
3B	28	2000,56
3C/4A	46	2167,06
4B	54	2241,07
4C/5A	77	2453,82
5B	88	2555,57
5C/6A	118	2833,08
6B	132	2962,59
6C	169	3304,85
7A	183	3434,35
7B	246	4017,12
8A	260	4146,62
8B	335	4840,39
9A	349	4969,89
9B	438	5793,17
10	494	6311,18
11	550	6829,19

Article 2 :

Les parties signataires du présent accord conviennent que si une revalorisation du SMIC devait avoir lieu à compter de la signature du présent accord, et que celle-ci avait pour effet de le porter à un montant supérieur au salaire minimum conventionnel (ci-après « SMC ») applicable aux groupes 1A à 2A conformément à la grille visée à l'article 1 du présent accord, les règles suivantes s'appliqueraient :

- a. Si une revalorisation du SMIC avait pour effet de porter le SMC applicable au groupe 1A/1B à un montant inférieur au SMIC, le SMC applicable aux salariés classés dans ces groupes sera porté au niveau du SMC applicable aux collaborateurs classés en 1C/2A tel que prévu à l'article 1 du présent accord ;
- b. Si une revalorisation du SMIC avait pour effet de porter le SMC applicable aux groupes 1A/1B/1C/2A à un montant inférieur au SMIC, le SMC applicable aux salariés classés dans ces groupes sera porté au niveau du SMC applicable aux collaborateurs classés en 2B tel que visé à l'article 1 du présent accord.

Article 3 :

Les parties signataires du présent accord ont souhaité la mise en œuvre d'une grille différenciée pour les collaborateurs ayant au moins 18 mois d'ancienneté. Ainsi, la grille suivante sera applicable avec une différenciation applicable au sein des groupes 1A à 2B :

GROUPES	POINTS	SMC au 1 ^{er} janvier 2025 (À partir de 18 mois d'ancienneté)
1A/1B	8	1822,69
1C/2A	10	1841,27
2B	14	1878,41
2C/3A	23	1954,31
3B	28	2000,56
3C/4A	46	2167,06
4B	54	2241,07
4C/5A	77	2453,82
5B	88	2555,57
5C/6A	118	2833,08
6B	132	2962,59
6C	169	3304,85
7A	183	3434,35
7B	246	4017,12
8A	260	4146,62
8B	335	4840,39
9A	349	4969,89
9B	438	5793,17
10	494	6311,18
11	550	6829,19

Afin de maintenir cette différenciation pour les salariés ayant au moins 18 mois d'ancienneté si la revalorisation du SMIC venait à impacter les SMC de l'article 1 du présent accord, les parties signataires ont convenu des dispositions suivantes : en cas de déclenchement du a. de l'article 2 du présent accord, le SMC applicable aux collaborateurs du groupe 1A/1B ayant au moins 18 mois d'ancienneté sera celui du groupe 1C/2A de la grille visée à l'article 3 du présent accord.

Article 4 : Clause de revoyure

Les parties signataires conviennent que si une revalorisation du SMIC devait avoir pour effet de le porter à un montant supérieur à ceux prévus aux articles 1 et suivants du présent accord, le Leem et les organisations syndicales de salariés représentatives de la branche se rencontreraient, dans un délai d'un mois à compter de la revalorisation susmentionnée, afin de discuter des possibilités d'ajustement de la grille des salaires minima conventionnels prévue aux articles 1 et suivants du présent accord.

Article 5 :

Conformément à l'article 3 de l'accord collectif du 6 juillet 2017 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les parties signataires du présent accord rappellent l'obligation de l'employeur d'effectuer chaque année la comparaison des rémunérations entre les femmes et les hommes et de prendre le cas échéant, les mesures de rattrapage et de rééquilibrage qui s'imposent.

Elles considèrent que le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes est un élément essentiel de l'équité dans les politiques salariales et demandent aux entreprises de corriger les éventuels écarts de salaire entre les femmes et les hommes exerçant les mêmes fonctions dans des conditions équivalentes.

Article 6 :

Les salaires minima conventionnels permettent une structuration économique ainsi qu'une régulation économique d'une branche. Dès lors, le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises et ne prévoit pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 7 : Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Il est en outre rappelé que le présent accord est soumis aux dispositions des articles L.2232-6 et suivants du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non-signataires du présent accord.

Article 8 : Dépôt

Conformément aux articles L.2231-6 et D.2231-2 du Code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires auprès des services du ministre chargé du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Article 9 : Extension

Les parties signataires conviennent de demander au Ministère du travail l'extension du présent accord collectif.

<p>Pour Les Entreprises du Médicament (Leem) :</p>	
<p>- Pour la Fédération Chimie Energie - F.C.E./C.F.D.T.</p>	
<p>- Pour la Fédération des Cadres de la Chimie - CFE-CGC</p>	<p>- Pour la Fédération Nationale de la Pharmacie – F.O.</p>
<p>- Pour la Fédération Chimie Mines Textiles Energie - C.F.T.C.</p>	<p>- L'Union Fédérale de l'Industrie et de la Construction - U.F.I.C. - U.N.S.A.</p>